



DÉCISION DU MAIRE N° 2023-080

Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle

Prise en application de la délibération n°22-14-04 du 1^{er} octobre 2022

La Maire,

Vu Le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération du conseil municipal n°22-14-04 du 1^{er} octobre 2022 portant délégation de compétences au Maire,

Considérant que la Ville de Courdimanche souhaite proposer un spectacle lors des Journées Européennes du Patrimoine 2023,

D É C I D E

ARTICLE 1 :

La signature d'un Contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle, à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine 2023, avec Le Théâtre Job, domicilié 50, rue Giacomo Matteotti - 33100 Bordeaux, représenté par son Président Daniel ROSTAING, dans les conditions décrites au contrat.

ARTICLE 2 :

Une représentation du spectacle « Paris en Jeux », par le Théâtre Job, aura lieu le samedi 16 septembre 2023 à 17h30, à la Maison de l'Éducation des Loisirs et de la Culture (MELC) 64, Boulevard des Chasseurs - 95800 Courdimanche.

ARTICLE 3 :

Le montant de la prestation s'élève à la somme totale de 1 200€ TTC.

ARTICLE 4 :

Les crédits relatifs au paiement de la prestation sont inscrits au budget communal de l'année 2023.



ARTICLE 5 :

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Maire et communication en sera faite aux membres du Conseil municipal.

ARTICLE 6 :

La Directrice générale des services et le comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Val d'Oise,
- Monsieur le comptable public,
- L'intéressé(e)

Fait à COURDIMANCHE, le lundi 7 août 2023

Pour la Maire empêchée,
Le 1^{er} Adjoint au Maire,

Pascal CRAFFK

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérécours citoyens » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).